

Près de 29 000 enfants de Daech sont bloqués en Syrie

Syrie Ces enfants survivent dans des conditions "épouvantables", selon l'Unicef. Gerrits Loots (VUB) met sur pied un projet de rapatriement.

Abandonnés par leurs pères, leur califat et leurs gouvernements, près de 29 000 enfants de Daech survivent dans "des conditions épouvantables, au milieu de menaces constantes à leur santé, leur sécurité et leur bien-être", dénonce le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) dans un communiqué publié mardi à New York.

L'Unicef estime que la plupart de ces enfants sont âgés de moins de douze ans. Beaucoup sont nés dans le califat de l'État islamique, qui a fonctionné entre l'été 2014 et le début 2019 à cheval entre la Syrie et l'Irak.

Sur ces 29 000 enfants, la majorité, soit près de 20 000, vient d'Irak (où a été fondée l'organisation djihadiste) mais il y en a aussi 9 000 qui sont nés de parents étrangers, issus d'une soixantaine de pays.

Une cinquantaine d'enfants belges

Une cinquantaine de ces enfants auraient la nationalité belge. Trente-six ont été clairement identifiés, nous indique Child Focus. Trois d'entre eux sont décédés, le dernier en date le 19 avril, un bébé d'un an bloqué dans le camp kurde d'Al Hol, dans le nord-est de la Syrie.

Or le gouvernement belge s'était engagé en décembre 2017 à rapatrier les enfants de moins de dix ans si ces mineurs étaient localisés et si leur filiation avec un parent belge en vie était prouvée. C'est cette dernière condition – un test ADN difficile à réaliser dans une zone de guerre – ainsi que la difficulté selon Didier Reynders d'opérer en Syrie – qui bloquent le rapatriement depuis des mois. "Ces enfants sont doublement rejetés, souligne l'Unicef, stigmatisés par leurs communautés et édulés par leurs gouvernements."

Dans son communiqué, l'Unicef souligne l'obligation des États membres de protéger tous les enfants de moins de 18 ans en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris ceux qui ont été entraînés dans un conflit par leurs parents. "Tous sont victimes de tragiques circonstances et d'énormes violations de leurs droits", assure l'Unicef.

Une annexe pour les étrangers au camp d'Al Hol

C'est dans le camp d'Al Hol que la plupart de ces enfants se trouvent. Un camp cauchemardesque selon les témoignages, passé de 11 000 à 73 477 occupants au 1^{er} mai. Le camp mélange des femmes qui se sont contentées d'accompagner leur mari pour faire le djihad et des fanatiques, dont des Russes, Françaises et Tunisiennes, qui furent les dernières à fuir l'enclave de Baghouz. Il y a aussi 470 orphelins.

Les femmes et enfants de *Foreign Fighters* sont détenus dans la zone dite annexe, séparée par une clôture et sous bonne garde.

Ces dernières semaines, l'aide internationale s'est structurée (eau, électricité, latrines, rations alimentaires). Néanmoins, des femmes et enfants continuent à mourir de diarrhée aiguë et de grippe.

L'Unicef demande aux gouvernements de fournir au plus vite aux enfants de leur nationalité des documents d'identité. Sans cela, ils risquent de devenir "apatrides".

Une mission civile belge en Syrie ?

Plusieurs pays (Kosovo, Russie, Maroc, Arabie saoudite, Soudan) ont rapatrié leurs ressortissants des camps kurdes. La France est allée chercher plusieurs orphelins. Mais le gouvernement belge, jusqu'ici, n'a pas entrepris de démarche efficace. Mercredi, les associations des familles ont manifesté sous les fenêtres du ministère des Affaires étrangères à Bruxelles. Elles demandent que le gouvernement autorise une équipe multidisciplinaire conduite par le professeur Gerrits Loots (VUB) afin qu'elle puisse rapatrier les enfants belges lors d'une mission au début juin.

Christophe Lamfalussy

Une
cinquantaine
de ces enfants
auraient la
nationalité belge.
Trois d'entre eux
sont décédés.